

Pascal

La suite de l'article Esprit du mois dernier, enrichi par vos contributions directes et indirectes ainsi que différents autres articles parus au son des cloches de Pâques avec l'arrivée du printemps et maintenant sous les « ponts » du mois de mai.

En bonne logique, d'abord **merci**. Merci à tous. J'y reviendrai au final avec les références.

Mais maintenant stop. Il faut rédiger.

Passons sur l'ouvrage tout récent (« Qui est Charlie ? » 7 mai 2015) d'Emmanuel TODD qui prouve qu'en 3 mois on peut écrire 254 pages de sociologie quand on a le temps, « l'esprit » et l'éditeur. Chaque jour apporte un élément de plus, j'en suis bien conscient, et sans limites cela ne serait plus un article mais une nouvelle, ou plutôt un essai. Pour le roman je manque d'imagination, même si certains peinent à croire certains points - pourtant vécus - dans mes écrits.

Je signale à cet égard trois articles, parus sur Internet comme dans des éditions papier, qui confirment ce qui était écrit en février/mars dernier, avec bien plus de talent et de compétence que moi pour la partie militaire, du plan « Sentinelle ».

Je pense à un article du colonel (ER) Michel GOYA le 27 mars 2015 intitulé « **les sentinelles sont de retour** » où il confirme brillamment les difficultés d'entraînement et de posture auxquelles sont confrontées les unités impactées par ce plan.

Il fait suite à un article du 24 mars de Monsieur Sylvain FORT « **Budget des armées ; contre la culture du thermostat** » dans lequel il énonçait fort clairement « *Les armées ne sont pas un thermostat qu'on actionne selon qu'il fait froid (temps de paix) ou chaud (temps de guerre).* » avec un triste constat « *La France est seule* » et « *Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces* ».

Une conclusion à retenir, même si la formule est lapidaire : « *Traiter cette question avec les lunettes d'un comptable en CDD n'est plus acceptable* ». Je vous renvoie à la lecture complète de l'article pour les détails, mais je crains que nous n'ayons dans bien des administrations pléthore de comptables en CDD qui se prennent pour des stratèges de haut vol.

Autre article intéressant, repris sur plusieurs sites notamment celui de l'ASAF et celui de MAGISTRO, « **VIGIPIRATE : questionnement légitime sur le rôle des armées ?** » Signé du Général d'armée (2S) Jean-Marie FAUGERE, ancien inspecteur général des armées françaises, en date du 26 mars 2015, où il confirme quelques prises de position sur l'agression de militaires à Nice.

Des évidences pour des militaires, peut-être. Il était temps qu'elles ressortent un peu car elles n'ont rien de secret. La montée en puissance de l'opération « Sentinelle » pose bien les problèmes notés début mars. Trois hommes, au demeurant morts et enterrés, qui « figent » sur le territoire national près de 10.000 militaires français, au détriment de leurs missions les plus normales et naturelles, de leur entraînement opérationnel nécessaire, et des possibilités de financement de la France. Le tout pour de grandes missions qui relèvent souvent plus de la sécurité privée de lieux confessionnels que de l'action militaire. C'est un choix stratégique. D'accord. Est-ce le meilleur ? Quand un Général d'armée, fut-il en deuxième section du cadre des officiers généraux pose un point d'interrogation pareil, il est permis sinon d'en douter, du moins d'y réfléchir.

La place me manque ici pour le faire, et je ne voudrai pas vous priver de l'accès aux sites de l'ASAF ou de MAGISTRO comme aux blogs « La voie de l'épée » ou « CONOPS » qui détaillent cette réflexion avec bien plus de compétences que les miennes sur ce sujet.

Sans oublier, le 31 mars 2105 dans la presse quotidienne (Nice-Matin) que « **Les policiers se disent stressés et épuisés** », selon une étude menée avant le 11 janvier 2011. Il est permis de douter qu'avec l'augmentation des contraintes de service le seul « esprit » du 11 janvier ait gommé cette tendance tant elle est décrite comme forte et prégnante.

Ceci même si lors des entretiens sur le terrain lors d'interventions avec les policiers ils se disent tout de même « soulagés » du transfert qui a été permis sur les militaires du « gardiennage de lieux confessionnels ». Le célébritissime « **Plan S. du vendredi** » avec pot de fleur garantissant pour gardiens de la paix méritants. Pardon de parler par énigme, mais les intéressés comprennent.

Ils en avaient un peu ras-le-bol, et eux aussi considèrent qu'un dispositif « **voisins (très) vigilants** » serait peut-être mieux adapté. Reste le risque d'avoir de quasi milices confessionnelles constituées sous couvert de sécurité privée. Le débat est ouvert.

De facto (puis en conseil de défense), de nouveaux équilibres se mettent en place.

La Police s'est empressée de considérer - et de faire acter le plus souvent possible - que la protection des lieux de culte ou du culte relève maintenant des militaires. « *Nous avons les militaires pour ça* » est un nouvel axiome de la Place Beauvau. Le « pot de pus » qui consomme les effectifs en « pots de fleur » tout le monde est bien content de l'offrir aux militaires. Quant aux militaires ils sont contents de l'avoir, et d'enrayer ainsi des réductions d'effectifs et de moyens. En outre cela donne l'impression de partager la mission tout en redonnant une dynamique d'emploi.

Quant aux réserves dont on a tant parlé, elle ne se mettent que lentement en place, mais avec une orientation à prendre cette relève et « *monter des vigipirates* » qui est d'ores et déjà amorcée. « Vigipirate » c'est l'ancienne version de « Sentinelle ». Il faut le temps de changer les éléments de langage chez les soldats, mais la répartition des rôles se dessine nettement avec une réserve destinée à garder en métropole, et une active plus destinée aux projections extérieures. Ce n'est jamais que le retour de vieux réflexes comme on les connaissait dans les années 1980 avec une « territoriale » équipée « au mieux », un corps blindé mécanisé enlisé face à l'Est, et une « Force d'Action Rapide » légère, équipée et réactive. « *Vite, Fort, et Loin* » disait-on à l'époque.

Partir vite et loin ça a toujours intéressé nos militaires professionnels. Fort, ça a toujours supposé des moyens matériels que le ministère des finances (pour ne citer que lui) s'est toujours employé à réduire au maximum.

Le résultat se nomma Daguet en 1991, avec une force qu'il a fallu équiper réellement pour une guerre réelle. Guerre réelle de haute intensité qui devait pourtant se produire en Europe centrale... Où elle n'a jamais eu lieu en dépit des pronostics.

Ensuite, on devait toucher les « dividendes de la paix » mais à la place, on a multiplié les OPEX. « *Dividendes* » : Rien qu'au mot, on aurait du comprendre que ça avait été inventé par un financier.

C'est tout de même agaçant cette habitude que la réalité militaire a prise de contrarier les prédictions lénifiantes des contrôleurs financiers...Même le terrorisme n'est plus bon marché. Et quand on voit nos soldats avec un trou au fond des pantalons on se sent un peu obligés de payer. Le minimum, bien entendu. Pas de quoi aller à la douche ou aux toilettes quand on a le bonheur de servir au soleil de Bangui, dans un pays touché par les maladies autant que par les combats de rue.

Nos policiers, nos gendarmes, nos militaires, sont des héros.

Qu'ils se fassent tuer fait partie des risques de leurs métiers.

Risques que l'on multiplie en sous-dimensionnant leurs effectifs et en rationnant leurs moyens le plus régulièrement du monde. Et pour ça aucun fonctionnaire ne sera mis en examen. Pas encore.

Le 11 janvier a une fois de plus prouvé que dans un grand souci d'égalité, outre une armée à deux vitesses nous avons aussi une police à deux vitesses (voire plus, disent les policiers municipaux). Face à des armes longues automatiques, les armes de poing des policiers de base sont surclassées. Croyez-vous que cela ait ému la classe politique une fois les manifestations de rue terminées ? Un peu. Sans doute. Ils ont eu peur.

Mais pas au point d'accorder le droit de tirer aux policiers nationaux. Projet de loi rejeté.

Pas au point non plus d'accorder un armement plus conséquent aux policiers municipaux.

Tout juste aurons-nous appris que des milliers de revolvers Manurhin MR73 en 357 magnum avaient été (in)utilement ?) gardés en stock depuis l'adoption du pistolet automatique SIG 2022 (SIG Pro). Les polices municipales pourront un peu en bénéficier, mais à condition de ne pas utiliser les bonnes munitions. Pas de 357 Magnum. On garde le 38 Spécial, précis mais moins puissant.

Un d'entre eux m'a décrit le mouvement du dégainé avec les phases de procédure correspondantes : « *Là je suis convoqué chez le Procureur, là j'ai un rappel à la loi, là je suis mis en examen, là... j'aime mieux ne pas y penser...* »

Quand aux armes longues, on va peut-être en garder un peu moins en armurerie et en avoir un peu plus dans les voitures de service, et pas uniquement celles des « unités d'élite ». Car le policier « de premier échelon » le plus proche des citoyens en péril n'est généralement pas affecté au RAID ou au GIGN. C'est celui-là qui doit pouvoir faire face en premier, et il a malheureusement peu de moyens. Au mieux une arme de poing et un gilet pare-balle pour protéger des tirs d'armes de poing.

Là encore je manque de place pour en parler, mais quand on promet de l'écrire il faut tenir parole.

On peut toujours rêver ou imaginer mieux.

Il y a quelques temps j'étais dans une réunion à côté d'un Policier féminin. Jolie, intelligente et sympathique (« *Qu'est-elle allée faire dans la Police ?* » me disait un Gendarme...) et nous écoutions le discours républicain d'une femme politique élue sur les « efforts à faire ». J'ai du dire un mot sur l'imperméabilité des populations laborieuses à la rhétorique (laborieuse elle aussi) pour maintenir l'attention de ma voisine, et elle m'a répondu :

« Ce qu'elle a aux pieds et sur les fesses représente plus d'un mois de mon salaire. Elle fait quoi au juste comme efforts, en dehors de nous demander d'en faire ? »

Je cherche une réponse convaincante...

Liberté - Egalité - Fraternité : Rien de tel qu'une femme pour vous parler d'une autre femme.

C'est vrai que nous avons une « République des lettres », que nous avons eu une « République des camarades », et les deux avec des valeurs un peu différentes. Maintenant nous avons une « république du fric » avec une seule valeur, la valeur monétaire.

Tout ce qui n'est pas coté en bourse, a peu ou prou cessé d'exister.

Après avoir tapé sur toutes les religions, et en corollaire logique après avoir réduit la morale à une amusette pour benêts dans les cours de récréation, la valeur de référence est devenue le cash.

Erreur stratégique :

La religion (une religion) est devenue motif de violence radicale, et dans un pays laïc nous ne pouvons guère trouver que la morale républicaine pour combattre cette violence et ce radicalisme. Encore faut-il que ses défenseurs y croient, à défaut d'avoir la Foi.

C'est le gros problème avec l'argent, il n'achète pas tout, et certainement pas le courage.

L'honneur donne du courage... On peut mourir pour l'honneur. Mais il n'a pas de prix.

La logique de l'honneur (<http://www.codani.info/Honneur.html>) est bien connue.

Quand on revient aux fondamentaux, personne ne va « mourir pour la City ».

En revanche le tiers-monde presque entier aimerait bien aller y vivre.

J'avais fini le précédent article en évoquant les migrants. Il est donc un peu logique qu'avant de bifurquer sur la voie du logement social je reparte de là.

Certains d'entre vous m'ont fait observer que je restais bien vague sur une catégorie de migrants particulière, celle du « Djihad » aller et/ou retour.

Je vais tout de suite expliquer mon laconisme. Comme beaucoup de gens (pas tous) je parle mieux de ce que je sais, que de ce que j'entends à la radio ou que je vois à la télévision.

Là où je travaille, nous avons - indirectement - été confrontés au phénomène.

Il y a eu des cas, rapportés par la presse quotidienne locale, et parfois nationale. Mais rien que j'aie vu de mes yeux ou entendu de mes oreilles, sauf un (brillant) colloque de l'Université de Nice auquel j'ai été convié une ou deux fois, et qui m'a permis de rencontrer l'excellent Xavier RAUFER, dont j'ai depuis commenté un livre dans la page bibliothèque de mon petit site.

Xavier RAUFER a explicité largement son point de vue sur la dangerosité très relative de ceux qui partent réellement à l'étranger pour combattre suivant leurs convictions religieuses.

Il rejoint en cela un certain nombre de militaires et anciens militaires qui expliquent posément (comme maintenant la campagne de lutte contre ces départs le fait ressortir) que ces « débutants » sont placés systématiquement en première ligne.

Leurs chances de vie ou de survie, sur un champ de bataille réel, sont en réalité minimales.

Les groupes de combat constitués ne survivent qu'ainsi, en envoyant le « nouveau » là où c'est le plus dangereux. S'il survit assez longtemps pour voir arriver un nouveau « nouveau » il est sauvé. Sinon, « si il meurt, il meurt », et on demande un « nouveau » pour le remplacer. Et pendant ce temps les anciens survivent. Certains groupes d'anciens préfèrent même rester en sous-effectif plutôt que devoir « initier » de nouveaux membres en raison des risques (bruit, exposition aux vues, tirs fratricides...) que ces nouvelles recrues font courir à l'ensemble du groupe de « vétérans ».

Ces réflexions ont été bien suivies par le colonel (ER) Michel GOYA dans « la voie de l'épée ».

Le feu tue, la guerre tue. Et pour reprendre la phrase célèbre du Général PATTON : « *Le but n'est pas de mourir pour votre pays, mais de faire en sorte que le salaud d'en face meure pour le sien* ».

Ce principe n'a pas de religion. Les Islamistes l'appliquent de nos jours autant que les Américains.

Ceux qui survivent à ce traitement de choc - en restant en vie physiquement mais aussi psychiquement - vont avoir droit à quelques uns des « privilèges » qui ont été promis aux candidats. Outre leur place (à venir) au Paradis, avec un ticket dans la file d'attente pour des vierges de légende, ils auront plus matériellement de quoi vivre décemment, et la possibilité d'un foyer.

Trois options existent pour ces hommes: La mort, la désertion, la survie.

En dehors de la peine que cela occasionne aux familles, les morts n'impactent pas la France. Les déserteurs ont généralement bien vu l'horreur de ce qui se passait, et il n'y a pas d'exemple connu de déserteurs qui aient voulu recommencer, même sur le sol (moins dangereux) de France. Les survivants sont « là-bas » et ils y restent. Soit au combat, soit installés dans un pays et avec quelqu'un(e) partageant leurs convictions religieuses et surtout bénéficiant du prestige statutaire lié à la qualité d'ancien combattant. Dont bien évidemment ils ne pourraient bénéficier en France. *Surtout vu la considération « protocolaire » accordée à nos vrais combattants en France. Passons...*

En vérité, je partage bien volontiers l'avis de Monsieur RAUFER : Ceux qui posent problème ce sont les « **recalés du Djihad** ».

Ceux qui n'ont jamais dépassé le cap du camp d'entraînement, et encore, quand il y sont allés. Une image qui serait comique si ce n'était pathétique en est donnée au travers du film « **We are four lions** » dont l'humour britannique ne peut totalement effacer la tragédie de ces parcours. Mais somme toute, c'est un nombre limité de personnes qui est concerné.

« L'esprit du 11 janvier » nous dit qu'il faut combattre les départs au Djihad. Je n'en suis pas tant convaincu. C'est l'idéologie voire la théologie qui sous-tend ces départs qu'il faut combattre. Concernant les partants, dommage pour eux puisque l'on sait que très peu en reviendront, mais ils ne constituent pas une vraie menace pour nos intérêts vitaux en métropole.

L'importation en hommes et en idéologie ou théologie, est bien plus nocive que l'exportation.

Face à ce que l'on doit bien considérer comme une « déferlante » constante de ces dernières années notre argumentaire montre assez vite ses limites.

Le 6 mars 2015, une réunion interministérielle a eu lieu sous l'égide du premier ministre français.

Une page (hélas une seule sur 63, la page 5) prouve que nos autorités connaissent les failles.

Le reste (62 pages sur 63, hélas) c'est du discours.

De quoi parle, entre autres, cette page d'introduction ? :

« *La République est devenue souvent une illusion* ».

« *Etre comme assigné à son lieu de résidence ; se sentir bloqué, entravé dans ses projets* ».

« *A ce malaise social s'ajoute un malaise démocratique* »

« *Il y a plus largement une crise de la représentation, qui touche tous les corps intermédiaires* »

« *C'est aussi une société qui se divise* »

« *Les trafics, la délinquance, l'économie souterraine* »

« *Ce sont les signaux incontestable que quelque chose ne va plus* »

« *Beaucoup, à tort ou à raison, ont le sentiment que ce sont toujours les mêmes qui sont protégés et toujours les mêmes qui sont montrés du doigt, qui subissent sans pouvoir rien dire* ».

Egalité et citoyenneté : la République en actes 6 mars 2015. **Page 5**. Dès la page 6 c'est du vent...

Mauvaise médecine :

On connaît les symptômes, on refuse de nommer la maladie, on refuse les remèdes.

« On » c'est ni plus ni moins que notre gouvernement, sans aucune connotation politicienne. Ce n'est pas une question de couleur politique, mais de courage politique.

Le courage, ça ne s'achète pas sur les marchés financiers.

Petit miracle que d'avoir mis sur une page quelques vérités ? Non. Astuce de communication.

Les premières pages sont celles que l'on lit en premier. Souvent on ne va pas au fond du document. Or c'est là que sont programmées un grand nombre de mesures parfois liberticides, trop pour les commenter en détail ici. La « **loi renseignement** » en fait partie en dépit de ses « bonnes » idées. Ce texte controversé ne faisant jamais que « régulariser » des pratiques intrusives bien connues.

Cet « **esprit du 11 janvier** » est donc très clairement « récupéré » **dès le 6 mars 2015**.

Ce n'est pas bien nouveau. Dans la même veine et pour donner le ton, voire pour influencer, on pouvait lire 48 heures plus tôt (le 4 mars 2015) un communiqué de l'IRDSU (Inter Réseau des professionnels du Développement Social Urbain) qui dictait l'orientation :

« Renforcer la politique de la ville pour lutter contre les ségrégations sociales et urbaines. »

Tout ou presque est dans le titre.

Là on arrive à un haut niveau de récupération de l'émotion publique.

« *Le 11 janvier au service de votre budget* » ou « *Le 11 janvier au secours de vos emplois* » en somme.

Cette introduction n'est que la partie immergée d'un iceberg que l'on retrouvera facilement dans les pages du rapport 2014 de l'ONZUS, Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles.

Un rapport sans lien avec janvier 2015 puisqu'il traite de faits allant de 2013 à 2014, mais dans lequel existe un chapitre consacré à « Sécurité et tranquillité publique » avec deux sections :

- Sentiment d'insécurité en ZUS (page 75)

- Les faits constatés par les services de police et de gendarmerie en ZUS en 2013

Les rapports de l'ONZUS ne sont ni des secrets ni des mystères. Ce sont des rapports publics que l'on ne lit pas, ou pas assez.

Tout comme les enquêtes « Permanentes sur les Conditions de Vie » de l'INSEE il y a dix ans.

Des enquêtes « PCV » qui depuis 2007 se nomment « Cadre de vie et sécurité ».

En 2014 cette enquête a été menée auprès de 15.700 ménages en France.

Idem pour les faits constatés en ZUS par la police et la gendarmerie : « **L'état 4001** » le public l'ignore. Il gagne pourtant (en dépit de ses limites) à être connu, depuis... 1974.

Pour rester sobre, ce rapport est une des nombreuses preuves écrites que les problèmes sont bien connus, depuis longtemps. Bien connus, et volontairement mal analysés. D'abord pour économiser les moyens, ensuite pour satisfaire des sympathies idéologiques, enfin par intérêt électoral.

Et ce n'est là ni « de droite » ni « de gauche ».

On passe en revanche sous silence ce qui dérange, et qui pourtant touche bien plus fortement les intérêts vitaux de la France, même quand c'est à l'étranger.

Un silence relatif se fait quand certains viennent souligner que les démantèlements d'appareils sécuritaires de pays voisins de l'Europe reviennent à ouvrir les portes au crime organisé.

On l'a vu en Libye, on l'a vu aussi en Tunisie où le récent « massacre du Bardo » ayant touché des touristes n'a pu être occulté aussi bien que la fusillade de Kumanovo (près de 30 morts tout de même ces derniers jours) en Ex-République Yougoslave de Macédoine.

Certes ce sont des fusillades, mais ce n'est pas lié au « 11 janvier » alors, pourquoi en parler ?

Et pourtant...

Quand des gouvernements de pays amis, comme la Belgique, vont tenir des conférences de presse (« *La Belgique n'est pas le pays du lait et du miel* » le 13 mars 2015) dans des pays qui servent de point de départ ou de transit comme le Kosovo en mars dernier, cela devrait nous alerter.

Les Balkans (qui ne sont pas liés au 11 janvier) devraient redevenir une vraie préoccupation en raison du véritable exode qui les frappe depuis le début 2015. En février ce sont des milliers de migrants (50.000, dont 6.000 enfants) qui ont fui d'un pays réputé maintenant en paix.

Heureusement pour la France ils ont fui en Allemagne... mais c'est se rassurer à courte vue. Dans l'Union Européenne nous sommes tous solidaires d'une façon ou d'une autre.

Quand cette solidarité est remise en question ce n'est jamais bénéfique, que ce soit par action ou par omission.

Dans le cas du Kosovo, la France pêche par omission.

La Grèce, elle, se prépare fermement à pêcher par action puisque sont envisagés la fermeture des centres de rétention. Par « humanité » ou faute de moyens. Dette Grecque oblige.

Une mesure qui concerne - excusez du peu - 70.000 personnes, sans parler des 200.000 à 250.000 de la « 2^e génération » à qui il serait question de donner la nationalité Grecque, et donc la liberté de circulation en Europe. **300.000 arrivants** « de plus » ou « de mieux », suivant les points de vue.

Une façon de faire prendre conscience de cette solidarité. « *Et tant mieux si, parmi ces migrants se trouvent des djihadistes de l'Etat islamique* » a déclaré Panos KAMMENOS le nouveau ministre Grec de la défense. *Depuis, il paraît que les allemands sont plus aimables sur le paiement de la dette...*

Auto centrés sur « le Djihad » et le « 11 janvier » des pays comme la France et l'Allemagne ne réalisent peut être plus qu'il y a des menaces tout aussi sérieuses aux portes mêmes de nos maisons. Des menaces « non djihadistes » entretenues par le crime, car extrêmement rentables.

Europol estime qu'un passage en Europe se fait payer actuellement **2.800 Euros** par personne ou 7.000 Euros pour une (petite) famille.

2.800 x 300.000 = ?

Complices ou « idiots utiles » il est vrai qu'une partie de nos compatriotes contribuent à l'essor de cette industrie criminelle par humanisme.

Certains vont même plus loin, et par idéologie ont abdiqué totalement toute idée de défense. Ici où là on insulte publiquement les autorités françaises dont on fustige « l'indécence » en agitant l'image du « ghetto » et en demandant la construction de... « maisons de Migrants ! »

Non, là nous ne rêvons pas :

- Nous n'avons pas assez de logements sociaux pour les habitants en situation régulière en France.

- Nous n'avons pas assez d'argent pour tout l'entretien régulier du parc social existant.

Et il faudrait - gratuitement, bien entendu - construire des « maisons de Migrants » !

C'est en ligne sur Médiapart, et les références sont en fin du présent article : « *Jusqu'au bout de l'indécence* » est le titre.

Le mieux c'est de le lire pour vérifier ce que j'écris.

En particulier la conclusion :

« Si les autorités avaient l'intention d'être efficaces et cohérentes, ça se saurait »

...

« Si les politiques pensaient à autre chose qu'à leur plan de carrière et leur nombril : ça se saurait ».

C'est signé Séverine MAYER, **ce n'est pas moi qui l'ai écrit.**

Cet « esprit du 11 janvier » provoque bien des réactions depuis quatre mois.

Au départ trois mots : **Apartheid, Sentinelle, Djihad.**

A l'arrivée des contrastes frappants entre la mémoire, les bonnes intentions, l'aveuglement, la récupération, et la manipulation.

Gardons en mémoire ces gens, parfois simples citoyens « au mauvais endroit au mauvais moment » qui sont tombés sous les coups de trois assassins en janvier 2015.

Les morts méritent que l'on se souvienne d'eux, surtout ceux qui ne se sont pas illustrés en jetant dans la fange leurs contemporains.

Ceux qui - au contraire - servaient leurs concitoyens méritent notre respect.

Mais ne tombons pas dans le panneau :

Le monde dans lequel nous vivons ne se résume pas à trois assassins.

Les menaces qui nous cernent sont autres que trois rafales de fusil.

Mémoire oui, il en faut.

Aveuglement, il vaudrait mieux éviter.

Quand à la récupération, au terme de ces quelques pages, ceux qui ont écrit ont bien voulu m'expliquer à quel point ils n'étaient pas dupes.

Les Français ne sont pas des imbéciles :

« ça se saurait... »

En tous cas, après avoir lu ce message - sans omettre les références - vous ne pourrez plus dire :

« Nous ne savions pas ».

Cet « esprit du 11 janvier » existe-t-il ?

Certainement chez les « républicains zombies », et, pour masquer leurs manœuvres, chez un certain nombre de « spin doctors 2015 » à la française.

On peut en douter, certes, car le masque tombe vite, M. Emmanuel TODD le souligne récemment.

Mais, comme Blaise PASCAL en 1670, nous devrions prendre le pari que **oui**.

Nous n'avons que l'argent de nos impôts à perdre et beaucoup à y gagner en cohésion sociale.

Pari d'ami.

Références complémentaires (+ de 15 textes lus depuis la parution de l'article « Esprit »)

Ordre (+ ou -) chronologique ; des articles très pertinents sont aussi mentionnés en bas de liste.

Quartiers sensibles (témoignage) 20 ans d'entreprise en milieu difficile

Livre signé Alain MEINARDI, paru aux Editions GILETTA / Nice-Matin à Nice en mars 2015

Distribué par la Librairie Jean JAURES à Nice : <http://www.librairiejeanjaures.com/>

Événements de janvier 2015 :

Renforcer la politique de la ville Pour lutter contre les ségrégations sociales et urbaines

Communiqué signé IRDSU, Inter Réseau des professionnels du Développement Social Urbain paru le 4 mars 2015 (www.irdsu.net)

<http://www.irdsu.net/irdsu/les-propositions/evenements-janvier-2015-renforcer-politique-ville-lutter-contre-les-segregations-sociales-urbaines-communique-lirdsu/>

ou via <http://i.ville.gouv.fr/>

Egalité et citoyenneté : La République en actes

Réunion interministérielle du 6 mars 2015

Communiqué des services du Premier Ministre de la République Française (www.gouvernement.fr)

Disponible aussi là : <http://www.ville.gouv.fr/?egalite-et-citoyennete-la,3813>

ou via <http://i.ville.gouv.fr/> en téléchargement du document PDF.

Exode au Kosovo : « La Belgique n'est pas le pays du lait et du miel »

Article repris des actualités albanophones en Suisse (www.albininfo.ch) traduit et mis en ligne par

« Le courrier des Balkans » (<http://balkans.courriers.info/>) le 13 mars 2015

Voir également dans le même dossier (accès réservé aux abonnés) :

Kosovo : le flux de migrants inquiète l'Allemagne mis en ligne le 21 février 2015

Kosovo : des milliers d'Albanais arrêtés à la frontière serbo-hongroise, en ligne le 9 février 2015

« National security is more important than individual will » (« Shut up, be happy », Ice-T)

Article signé Abou DJAFFAR (pseudonyme sans rapport avec l'Algérien, qui est décédé) paru le 18 mars 2015 sur le blog « Terrorisme, guérilla et autres activités humaines » hébergé par « Le Monde »

<http://aboudjaffar.blog.lemonde.fr/2015/03/18/cest-sans-danger/>

Loi renseignement : la France veut rattraper son retard sur la NSA

Article de Jérôme HOURDEAUX (réservé abonnés) publié le 19 mars 2015 sur le site de MEDIAPART

<http://www.mediapart.fr/journal/france/190315/loi-renseignement-la-france-veut-rattraper-son-retard-sur-la-nsa>

Massacre du Bardo: une conséquence du démantèlement de l'appareil sécuritaire tunisien

Article de Bernard LUGAN réservé aux abonnés du mensuel « L'Afrique réelle » communiqué par messagerie électronique le 21 mars 2015. <http://bernardlugin.blogspot.fr/p/lafrique-reelle.html>

Le gouvernement grec réoriente radicalement sa politique migratoire

Article de Amélie POINSSOT et Carine FOUTEAU publié le 22 mars 2015 sur le site de MEDIAPART

(réservé aux abonnés) : <http://www.mediapart.fr/journal/international/220315/la-grece-reoriente-sa-politique-migratoire>

Libre opinion de Sylvain FORT :

Budget des armées ; contre la culture du thermostat

Article de Sylvain FORT paru le 24 mars 2015 sur le site www.asafrance.fr

<http://www.asafrance.fr/item/libre-opinion-de-sylvain-fort-budget-des-armees-contre-la-culture-du-thermostat.html>

Libre opinion du général d'armée (2S) Jean-Marie FAUGERE :

VIGIPIRATE : questionnement légitime sur le rôle des armées ?

Article de Jean-Marie FAUGERE paru le 26 mars 2015 sur le site www.asafrance.fr

<http://www.asafrance.fr/item/libre-opinion-du-general-d-armee-2s-jean-marie-faugere-vigipirate-questionnement-legitime-sur-le-role-des-armees.html>

BRAS DE FER en vue entre Bercy et la Défense au sujet du financement de l'opération Sentinelle

Article de Laurent LAIGNEAU paru le 26 mars 2015 sur le site OPEX360 <http://www.opex360.com/>
Visible également sur le site de l'ASAF :
<http://www.asafrance.fr/item/bras-de-fer-en-vue-entre-bercy-et-la-defense-au-sujet-du-financement-de-l-operation-sentinelle.html>

Les sentinelles sont de retour

Article du colonel (ER) Michel GOYA paru le 27 mars 2015 sur son blog « La voie de l'épée ».
<http://lavoiedelepee.blogspot.com/2015/03/les-sentinelles-sont-de-retour.html>

Jusqu'au bout de l'indécence

Article de Séverine MAYER paru le 31 mars 2015 sur le site MEDIAPART (accès totalement libre) :
<http://blogs.mediapart.fr/blog/severine-mayer/310315/jusquau-bout-de-lindence>

Les policiers se disent stressés et épuisés

Article paru dans le quotidien régional Nice-Matin (édition papier) le 31 mars 2015.
<http://www.nicematin.com/>

Qui est Charlie ?

Essai sociologique d' Emmanuel TODD, paru le 7 mai 2015 aux éditions Le Seuil, à Paris.
<http://www.codani.info/Bibliotheque.html> (durant le mois de mai 2015, puis en archives du site)

Rapport 2014

ONZUS Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles. <http://www.onzus.fr>

Rapport annuel 2014; Pages 75 et 83.

Téléchargement du rapport complet: http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/onzus_rapport_2014.pdf

Téléchargement de la synthèse : http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/onzus_synthese_2014.pdf

We are four lions (2010)

Film satirique britannique traitant (avec l'humour des mêmes îles) du cas des "recalés du Jihad".

Fiche Wikipedia: http://fr.wikipedia.org/wiki/We_Are_Four_Lions

Bande-annonce: http://www.dailymotion.com/video/xd4i70_we-are-four-lions-bande-annonce-vos_shortfilms

Film complet (VF) en streaming (Attention aux piratages et aux virus):

<http://streamcomplet.com/we-are-four-lions>

Le pari de Blaise PASCAL (1670): http://fr.wikipedia.org/wiki/Pari_de_Pascal

« Vous avez deux choses à perdre: le vrai et le bien, et deux choses à engager: votre raison et votre volonté, votre connaissance et votre béatitude ; et votre nature a deux choses à fuir: l'erreur et la misère. Votre raison n'est pas plus blessée, en choisissant l'un que l'autre, puisqu'il faut nécessairement choisir. Voilà un point vidé. Mais votre béatitude? Pesons le gain et la perte, en prenant croix que Dieu est. Estimons ces deux cas: si vous gagnez, vous gagnez tout; si vous perdez, vous ne perdez rien. Gagez donc qu'il est, sans hésiter. »

Nota Bene :

Je ne peux pas mentionner tout le monde, et je le regrette.

Merci aux auteurs des blogs qui m'ont donné leur accord pour que je les cite.

Merci à ceux qui m'ont signalé les articles.

Merci à ceux dont les messages ont été de véritables petits articles.

Je rappelle que j'exerce une mission de service public qui m'impose - même hors service, même si je ne fais quasiment jamais de référence explicite à mon employeur publiquement - une certaine neutralité ou une neutralité certaine.

Je dois toujours respecter une obligation de réserve et une obligation de discrétion professionnelle. Ce n'est pas facile quand on traite des sujets irritants et/ou parfois passionnants, mais c'est nécessaire. J'essaie de rédiger dans cet « esprit » là. Merci de le comprendre.

En revanche, en messagerie privée nous pouvons (*pour le moment ???*) écrire ce que nous voulons.

J'espère que cela durera le plus longtemps possible.

Cette liberté ne s'use que quand on ne s'en sert pas...

A Nice, ce 15 mai 2015.

Didier CODANI